

Inégalités et OCDE

vendredi 23 mai 2014, par Jacques Cossart

L'OCDE répondrait-elle de plus en plus souvent à l'objet même de sa mission, « coopération et développement » ?

Elle publie le 18 mars 2014 son rapport annuel « [Society at a Glance 2014](#) ».

Au travers de nombreux indicateurs, elle y analyse la situation de l'OCDE dans son ensemble et de chacun des pays qui la composent. Cette étude très bien documentée la conduit à réclamer des mesures urgentes pour lutter contre la montée des inégalités et les fractures sociales. Chacun des pays fait l'objet d'un [examen particulier](#) présenté, comme on le verra pour la France par exemple, de manière à offrir au lecteur les liens lui permettant d'accéder aux tableaux de calculs et aux comparaisons avec les autres pays.

On remarquera ainsi que le revenu moyen des 10 % les plus pauvres des ménages français s'établit, en 2012, à 9 500 \$ contre 7 100 \$ pour la moyenne OCDE, 9 600 \$ pour les Allemands et 11 900 \$ pour les Norvégiens. Le coefficient de Gini [1] est, pour la France, à peine meilleur que la moyenne OCDE, 0,30 contre 0,31 pour un indice qui va, dans l'ensemble de la zone, de 0,24 en Islande à 0,50 pour le Chili.

Les titres des paragraphes constituant le résumé (pages 12 et 13) valent la peine d'être traduits : la crise financière a fait le lit d'une crise sociale ;

les conséquences sociales pourraient persister pendant des années ; investir aujourd'hui pour éviter la hausse des coûts demain ; les groupes vulnérables ont besoin d'être soutenus maintenant ; les possibilités de coupes dans les dépenses répondant au chômage sont limitées ; un ciblage peut entraîner des économies tout en protégeant le plus vulnérables ; soutien des familles en difficulté pour leur permettre de faire face à l'adversité ; les gouvernements doivent planifier pour faire face à la prochaine crise.

À l'issue de leur étude, les rapporteurs fournissent sept observations générales quant aux conséquences de la crise :

- Le nombre de personnes vivant dans un foyer sans aucune ressources d'activité a été multiplié par 2 en Espagne, Grèce et Irlande et a augmenté d'au moins 20 % en Estonie, aux États-Unis, en Italie, en Lettonie, au Portugal et en Slovaquie.
 - Les revenus des ménages pauvres ont diminué plus fortement que ceux des ménages aisés et ils ont moins profité de la reprise ; en particulier en Espagne, en Estonie, en Grèce, en Irlande et en Italie.
 - Les jeunes sont davantage exposés qu'avant la crise à la pauvreté : la part des 18-25 ans vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur au revenu médian national a augmenté dans la plupart des pays ; de 5 % en Espagne, en Estonie et en Turquie ; de 4 % en Irlande et au Royaume-Uni ; et de 3 % en Grèce et en Italie.
 - La part des personnes qui déclarent qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter suffisamment de nourriture a augmenté dans 23 pays, en particulier en Grèce et en Hongrie, mais aussi aux États-Unis.
 - Les taux de fécondité ont baissé davantage encore depuis la crise, aggravant les défis démographiques et budgétaires liés au vieillissement. Alors qu'il était orienté à la hausse depuis 2000, atteignant 1,75 enfant par femme en 2008, le taux de fécondité est retombé à 1,70, la baisse des revenus et les incertitudes amenant peut-être un plus grand nombre de couples à différer un projet d'enfant ou à avoir moins d'enfants.
 - S'il est trop tôt pour mesurer les effets à long terme de la crise sur la santé des populations, on sait que le chômage et les difficultés économiques contribuent à divers problèmes de santé, favorisant notamment les maladies mentales.
 - Les dépenses en faveur de l'éducation, par rapport au PIB, ont diminué dans la moitié des pays de l'OCDE depuis le début de la crise, en particulier en Estonie, aux États-Unis, en Hongrie, en Islande, en Italie, en Suède et en Suisse. Cette baisse aura avant tout un impact sur les plus pauvres et, à long terme, cela pourrait entraîner une moindre participation à l'éducation, de moindres performances et moins de mobilité ascendante pour les enfants issus de familles à bas revenu.
- Il ne s'agit sans doute pas de 147 pages destinées à fournir un vade-mecum pour changer radicalement la société qui nous est imposée. Pour autant il n'est pas inutile de souligner l'engagement, documenté, des auteurs pour, d'une part montrer l'importance des dégâts, d'autre part souligner combien les divers plans d'austérité imposés, en particulier au sein de l'Union européenne, sont désastreux pour les peuples et lourds de dangers pour l'avenir.

Notes

[1] Le coefficient de Gini mesure ici les inégalités de revenus d'une population ; 0 supposerait une égalité parfaite et 1 une inégalité totale.